



## **Transition énergétique et acceptabilité sociale : quels enjeux internationaux et européens ?**

### **Colloque international**

**Univ. Grenoble Alpes, ILCEA4, 38000 Grenoble, France**

**Avec le Centre d'Excellence Jean Monnet**

**17 novembre 2022**

Ce colloque international a pour but d'examiner l'acceptabilité sociale des mesures nécessaires à la transition énergétique en s'inscrivant dans une démarche pluridisciplinaire qui pourra inclure tous les champs des sciences humaines et sociales, de la science politique et juridique, histoire environnementale et philosophie, sociologie et économie. Il s'adresse à des spécialistes de toutes les aires géographiques et culturelles intéressés par cette thématique.

En effet, s'il est crucial de comprendre le changement climatique anthropique en tant que phénomène physique, une telle compréhension est loin de suffire pour faire advenir la transition énergétique souhaitée permettant de décarboner l'économie mondiale dans les décennies à venir. Comme Dan Kahan, Stephen Gardiner ou encore Dale Jamieson l'ont bien montré, il existe de nombreux obstacles, d'ordre psychologique, social, politique et culturel, à une prise de conscience collective impliquant des politiques publiques adaptées. Les sciences humaines et sociales peuvent éclairer les dimensions sociales, culturelles et politiques de la transition énergétique afin de rendre ce processus plus intelligible pour la société civile et les décideurs politiques.

Le politiste Roger Pielke Jr. a évoqué naguère « une loi d'airain de la politique climatique » en vertu de laquelle tout conflit entre réduction des émissions de gaz à effet de serre et recherche de la croissance économique aurait tendance à être arbitré en faveur de la seconde. De même, les partisans de la croissance verte soulignent à l'envi la nécessité politique et sociale de préserver la croissance tout en cherchant à favoriser la transition énergétique (Robert Pollin). Même les tenants de la sobriété énergétique, qui jugent cet exercice d'équilibriste physiquement impossible, reconnaissent, à l'image de Tim Jackson, que l'acceptation sociale de la décroissance sera très difficile à obtenir. La récente crise sociale en France, initialement provoquée par une augmentation de la taxe carbone sur le carburant, n'a pas dissipé ces doutes, accentués par la crise énergétique qui perdure ces derniers mois. Plus récemment, la grande nervosité de l'administration Biden face à l'augmentation des prix du carburant ainsi que les émeutes au Kazakhstan en réaction à la hausse des prix de l'énergie et le conflit actuel en Ukraine ont à nouveau souligné la pertinence des problématiques liées à l'acceptabilité sociale de la transition énergétique.

Les participant.es à ce colloque seront invité.es à réfléchir aux questions suivantes, parmi d'autres :

- *L'évolution culturelle et idéologique dans les sociétés.* La perspective d'une évolution profonde des visions du monde et des attentes sociales précédant et accompagnant la transition énergétique est-elle plausible ? Est-il préférable, comme le suggère l'économiste Robert Pollin, de se concentrer sur les innovations techniques et institutionnelles sans exiger une remise en cause de la suprématie de la croissance et des attentes sociales qui l'accompagnent ? Ou faut-il nécessairement favoriser une évolution des mentalités pour faire accepter socialement et politiquement les mesures nécessaires à la transition ?
- *L'acceptabilité du déploiement des infrastructures nécessaires à la transition énergétique.* Nombres de mesures consubstantielles à la transition, comme la construction de parcs éoliens, de fermes solaires ou de centrales nucléaires mais également de lignes à haute tension pour équilibrer les réseaux électriques, se heurtent parfois à de violents rejets. Se pose aussi la question des projets miniers qui accompagnent la construction d'une économie décarbonée et qui pourraient bien susciter de fortes oppositions. À quoi tiennent les résistances à ces infrastructures ? Quels moyens peuvent être mobilisés pour les prendre en compte ?
- *Les liens entre justice sociale et transition énergétique.* Comment favoriser la transition sans exacerber les inégalités et susciter un sentiment d'abandon dans les couches les plus modestes des populations ? Cette préoccupation est au cœur de la démarche adoptée par l'administration Biden et par les tenants du Green Deal de l'Union Européenne.
- *Les enjeux inhérents à la justice climatique à l'échelle mondiale.* Comme l'ont montré toutes les Conférences of Parties organisées par les Nations Unies depuis 1995, les pays en voie de développement demeurent très attachés à l'idée d'une répartition équitable de l'effort mondial de décarbonation. Cependant, le refus des pays développés d'honorer pleinement leurs engagements vis-à-vis du Fonds vert pour le climat met en évidence les difficultés actuelles et à venir. Quels mécanismes peuvent être envisagés pour surmonter ces divergences ? Les législations ont-elles progressé et sont-elles efficaces ?
- *Le rôle de la coercition.* Si la grande majorité des partisans de la transition énergétique insistent sur l'importance de l'adhésion du plus grand nombre aux objectifs de la transition énergétique, certains chercheurs, à l'image du politiste Mark Beeson, ont évoqué l'avènement possible d'un autoritarisme vert, rendu inévitable par la gravité des effets du changement climatique et la nécessité de gérer des pénuries de ressources. Quel rôle peut et doit jouer la contrainte imposée par les pouvoirs publics dans la quête d'une transition rapide et efficace ? Quelle est l'évolution du lien liberté-responsabilité dans le contexte de la transition ?
- *Le rôle des opposants à la transition.* Si les mouvements climato-sceptiques sont indiscutablement plus influents aux États-Unis qu'en Europe et dans le reste du monde, il n'en demeure pas moins que la polarisation idéologique et partisane autour des



politiques de l'énergie peut constituer un frein à la progression de la transition. Quels enjeux pour le traitement démocratique du changement climatique ?

Le colloque se déroulera en anglais et en français. Les propositions de communication (environ 300 à 400 mots) sont à envoyer avec une brève notice biographique avant le 20 juin 2022, à Jean-Daniel Collomb ([jean-daniel.collomb@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:jean-daniel.collomb@univ-grenoble-alpes.fr)) et Christophe Roncato ([christophe.roncato@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:christophe.roncato@univ-grenoble-alpes.fr)). Un retour sur les propositions sera communiqué avant le 20 juillet 2022.

## **The energy transition and social acceptability: challenges and opportunities in Europe and beyond**

### **Colloque international**

**Univ. Grenoble Alpes, ILCEA4, 38000 Grenoble, France**

**In collaboration with the Jean Monnet Center of Excellence**

**17 November 2022**

The goal of this conference is to assess the social acceptability of the policies necessary to bring about the transition to a decarbonized economy, adopting a transdisciplinary approach open to all the fields of the social sciences and the humanities, including political science, environmental history and philosophy, sociology, and economics. Experts of all geographical and cultural areas are welcome to contribute.

To be sure, understanding humanmade climate change as a physical phenomenon is crucial, but other perspectives are called for to turn the decarbonization of the world economy into a reality in the coming decades. As Dan Kahan, Stephen Gardiner, and Dale Jamieson have argued, there remain multiple psychological, social, political, and cultural obstacles hindering the kind of collective awareness which would lay the groundwork for appropriate public policies. The humanities and the social sciences have the ability to shine a spotlight on the social, cultural, and political dimensions of the energy transition and make the challenges attached to it more intelligible for public officials and civil society at large.

Political scientist Roger Pielke Jr. once wrote about the « iron law of climate politics », whereby any clash between emissions reduction and economic growth is resolved at the expense of the former. Likewise, the advocates of green growth are wont to emphasize what they view as the social and political imperative of preserving growth even as the world pursues the energy transition (Robert Pollin). Even several proponents of energy sobriety, who deem this balancing act physically impossible, concede that social acceptance of degrowth will be difficult to achieve. In 2019, the yellow vest movement in France, which had been ignited by a carbon tax hike, along with the current energy crisis put this concern into sharp relief. More recently, the nervous reaction of the Biden administration to the rise in fuel prices and the riots in Kazakhstan in response to a sharp spike in energy prices and the current conflict in Ukraine

also serve to underline the centrality of the issue of the social acceptance of the energy transition.

Abstracts addressing any of the following topics will be considered:

- *Cultural and ideological transformation.* How likely is a profound shift in worldviews and social expectations necessary to make the transition politically feasible? Would it be more realistic, as economist Robert Pollin claims, to focus on technological and institutional innovations without demanding that we call into question the supremacy of economic growth and its attendant social expectations? Or, is it fair to state that a deep evolution of our mindsets cannot be dispensed with to make the steps needed to decarbonize the economy politically and socially palatable?
- *The social acceptability of the deployment of infrastructures consubstantial to the energy transition.* Infrastructure projects vital to the energy transition, such as wind and solar farms, nuclear plants and transmission lines to balance the grid, sometimes trigger virulent opposition. The countless mining projects underpinning the development of a decarbonized economy are likely to elicit similar responses. What are the causes of such resistance? What are the ways in which they could be handled?
- *Social justice and the energy transition.* What are the ways in which promoting the energy transition would avoid worsening inequalities and creating a feeling among marginalized and low-income groups that they are being left behind? Both the Biden administration and the advocates of the EU's Green Deal have indicated that this should be a top priority.
- *The issues related to international climate justice.* If the Conference of Parties held by the UN since 1995 are any guide, developing countries have always prioritized an equitable allocation of the burden of decarbonizing the world economy. Meanwhile, the developed countries' reluctance to make good on their promise to fully fund the Green Climate Fund shows that this is far from a foregone conclusion. What mechanisms could be put in place to overcome those divergences?
- *The role of political coercion.* Even though the vast majority of energy transition advocates stress the importance of getting broad popular support for the energy transition, other researchers, such as political scientist Mark Beeson, have contemplated the potential emergence of a sort of green authoritarianism, which, they surmise, will be rendered inevitable by the destabilizing effects of climate change and the imperative to manage growing resource shortages. How prominent a role can and should constraints imposed by the state play in the push for a quick and effective transition? How can individual freedom be articulated with social responsibility in the context of the energy transition?
- *The influence of the adversaries of the energy transition.* Although there is little doubt that climate skepticism has been more vibrant and influential in the United States than in Europe and the rest of the world, the fact remains that partisan and ideological



polarization may prove to be a formidable obstacle to the energy transition in many places. What are the implications for a democratic approach to climate change?

The conference events will take place on 17 November 2022, and will be in English and French. Please send a 300-400 word abstract along with a short biography to both Jean-Daniel Collomb ([jean-daniel.collomb@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:jean-daniel.collomb@univ-grenoble-alpes.fr)) and Christophe Roncato ([christophe.roncato@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:christophe.roncato@univ-grenoble-alpes.fr)) before 20 June 2022.